

Les crises du mouvement armé sud-soudanais

LE roi est mort. Vive le roi ! Beaucoup d'analystes avaient annoncé l'effondrement de l'organisation rebelle sud-soudanaise, l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan)(1), créée en 1983. Certains, à commencer par le gouvernement soudanais, avaient observé pleins d'espoir, d'autres avec consternation, son comportement autodestructeur. Après huit années de guerre, l'APLS semblait invincible ; peut-être le pensait-elle, elle-même. En 1991, elle contrôlait virtuellement l'ensemble du Sud-Soudan, environ 800 000 km², soit une zone grande comme la France et l'Allemagne de l'Ouest, couverte d'une brousse dense, sans route asphaltée, avec seulement quelques villes, sans industrie, ni autres infrastructures ; la population y est peut-être de trois millions d'habitants puisque, à cause de la guerre, près d'un million sont morts et que deux à trois millions ont fui vers le Nord-Soudan ou les pays voisins (2).

En août 1991, l'APLS se divisa une première fois. A Nasir, dans la région du Haut-Nil, un groupe, dirigé par les commandants Riek Mashar, Gordon Koang, et Lam Akol Ajawin, et appelé depuis lors groupe de Nasir, fit scission de l'organisation du colonel John Garang de Mabiior, qu'on nomma à partir de ce moment, suivant ses sympathies, le « courant principal » de l'APLS ou le groupe de Torit. L'armée soudanaise en profita pour reprendre quelque 14 villes ou postes militaires, notamment près de Torit, le quartier général de John Garang dans la province de l'Est-Equatoria, en juillet 1992. La division des insurgés contribua beaucoup à ces succès gouvernementaux, qui bénéficièrent également d'une importante livraison d'armes chinoises payée par l'Iran et de la mobilisation des « Forces de défense populaire ». En septembre 1992 se produisit une nouvelle scission : le numéro deux de Garang, le chef d'état-major William Nyuon Bany (l'un des fondateurs de l'APLS

et l'un de ses principaux stratèges), coupa les ponts avec son chef. Beaucoup de gens pensèrent alors que l'APLS s'était effondrée.

En effet, l'APLS traverse une crise. Son intensité se mesure aux victoires gouvernementales, aux violents combats entre factions, et, plus que tout, à la mort de milliers de civils et à la fuite de plusieurs dizaines de milliers d'autres. La compréhension de cette crise passe par une analyse de l'APLS, qui n'est guère aisée. Ce mouvement existe mais est insaisissable : il évoque des réalités diverses à des gens différents et c'est en cela que réside sans doute sa force et sa faiblesse. Rester neutre est l'une des difficultés de l'analyse : les « faits » sont déjà difficiles à collecter (sans évoquer leur évaluation), dans une société où pratiquement rien n'est écrit ; durant de telles périodes de crise, ils sont plus que jamais façonnés par les perceptions des informateurs. Les analyses deviennent donc inévitablement plus partisans. Ainsi, lorsque l'APLS se divisa, plusieurs observateurs qui étaient plus rigoureux d'habitude se laissèrent aller à une évaluation trop optimiste de la position de Garang, parce qu'ils espéraient que l'APLS pourrait sortir indemne de cette crise.

Ces observateurs tendaient à regarder la première scission, le groupe de Nasir, comme la conjonction des effets du tribalisme et d'un groupe de personnes assoiffées de pouvoir. Dans ce contexte, la seconde division, conduite par William Nyuon, était perçue comme la poursuite de la fragmentation ethnique, le retour aux chefs de guerre traditionnels et la suprématie accordée à des intérêts individuels ou locaux. Cependant, bien que ces aspects soient effectivement présents, la situation est bien trop complexe pour que la crise de l'APLS puisse être ramenée à quelque chose d'aussi simple que le tribalisme ou la soif de pouvoir. Cette crise est à l'image de l'APLS et donc le résultat de l'interaction de nombreux facteurs. Privilégier l'un aux dépens des autres revient à altérer l'ensemble.

Une approche multidimensionnelle ne permet sans doute pas de porter un jugement définitif mais conduit peut-être l'analyse plus loin qu'une appréhension pointilliste. Cinq dimensions sont suggérées en première analyse. L'APLS peut être considérée de plusieurs façons : comme un mouvement militaire, une organisation

(1) Cette organisation se nomme elle-même Mouvement populaire de libération du Soudan/Armée populaire de libération du Soudan (MPLS/APLS). Pour alléger l'écriture et aussi parce que l'APLS a une réalité plus tangible que le Mouvement, la dénomination retenue ici sera APLS.

(2) Pour les données factuelles sur le Soudan, on se reportera à *Sudan Update*, qui est

une compilation quinzomadaire des articles publiés dans la presse occidentale et arabe sur l'ensemble du Soudan, et à *Africa Confidential*. Les rapports des organisations humanitaires fournissent également de précieuses données tant pour le Nord que le Sud du pays : on se reportera notamment à *Amnesty International*, *Africa Watch*, *Africa Rights*.

politique, le « royaume » de Garang, l'actualisation d'un continuum historique, l'affirmation d'une identité sudiste.

L'APLS comme mouvement militaire

L'expression « mouvement militaire » est utilisée à dessein, car c'est d'abord dans le domaine plus militaire que politique que l'APLS a démontré sa capacité de mouvement. Elle a connu un grand succès dans la prise de contrôle du Sud, qui s'est faite essentiellement par la voie armée : cependant aucun travail politique systématique n'a été mené ensuite. Les victoires des forces gouvernementales en 1992 n'ont pas radicalement altéré cette situation : l'essentiel du territoire est soit sous contrôle total de l'APLS soit peu sûr pour l'armée soudanaise.

Ce succès était d'autant plus remarquable qu'il était réalisé à peu de frais. L'APLS ne disposait pas des Stinger américains donnés à l'UNITA de Jonas Savimbi ou aux Mujahideen afghans. Elle n'a pas reçu non plus le dixième de l'aide humanitaire allouée par des ONG (organisations non gouvernementales) au Front populaire de libération de l'Érythrée ou au Front populaire de libération du Tigray en Éthiopie. Certes, elle a bénéficié d'aides financières et certains dons de sympathisants (souvent très intéressés) sont évalués à plusieurs millions de dollars. Quelques entreprises avec des intérêts (potentiels) dans le Sud figureraient parmi ces contributeurs, spécialement dans les premières années d'existence de l'APLS, lorsqu'il y avait plus d'argent occidental cherchant à s'investir en Afrique. Des implications étatiques ont aussi été mentionnées épisodiquement : Israël, les États-Unis, la France, mais également l'Arabie Saoudite et d'autres États du Golfe. En général ces informations sont impossibles à recouper : l'aide est aussi secrète que la désinformation fréquente. De l'argent est certainement venu du Kenya, de la Zambie, du Nigeria, des armes du Kenya et de l'Ouganda, mais ces États ne sont pas d'ordinaire à l'origine de l'assistance la plus importante.

Le major Arok Thuon Arok (Bor-Dinka, proche parent de Garang, arrêté en 1988 ?), alors vice-commandant en chef après l'arrestation du commandant Karabino Kuanyin Bol en juin 1987, affirmait (3) que l'APLS payait son armement avec des « promesses ». Cela faisait référence aux ventes futures des minéraux du Sud, du pétrole mais aussi de l'or et peut-être de l'uranium. Si des entreprises s'engageaient ainsi sans aucune assurance sur le respect de

(3) Entretien, Londres, 1987.

ces promesses, c'est qu'elles y trouvaient un bénéfice et accédaient ainsi à certaines positions de pouvoir.

C'est clairement l'Éthiopie du colonel Mengistu Haïle Mariam qui avait les intérêts stratégiques les plus évidents et qui alimentait le plus la guérilla en armements. L'APLS recevait des armes fournies par l'URSS et les pays de l'Est et disposait ainsi de l'artillerie lourde et de quelques Sam 7 portables à tête à infrarouge, qui lui permirent d'abattre un certain nombre d'avions civils et militaires. De nombreux observateurs sous-estimèrent longtemps l'importance de cette source d'approvisionnement, sans doute en réaction à la propagande virulente du gouvernement de Khartoum qui décrivait Garang comme une marionnette de Mengistu. Ils évaluèrent donc mal les conséquences du renversement du régime Mengistu en mai 1991 sur l'APLS. Les livraisons avaient déjà nettement diminué à cause des changements de la politique soviétique. La chute de Mengistu, en privant l'APLS de ses bases arrières, de sa radio, et d'un approvisionnement conséquent en armement, enclencha la crise du mouvement insurgé. Le gouvernement FNI (Front national islamique) à Khartoum, qui avait renversé le régime civil en juin 1989, sut transformer rapidement le soutien aux fronts de libération éthiopiens des régimes précédents en bonnes relations avec les nouveaux dirigeants à Asmara et Addis-Abéba. Cela accrut d'autant l'isolement de l'APLS, préparant le terrain pour des scissions et des défaites supplémentaires.

Cependant, le véritable problème réside dans l'APLS. Ses succès militaires ont tellement impressionné que peu de gens ont cherché à comprendre comment ils avaient été obtenus. Ils le furent surtout aux dépens des civils qui ont souffert de façon inimaginable dans cette guerre de libération. Des Sudistes soutenant les factions dissidentes affirment qu'autant de personnes sont mortes dans les mains de l'APLS que dans celles de l'armée soudanaise ou des milices que celle-ci avait créées. Beaucoup de groupes ont été affectés. Par exemple, dans les premiers jours de l'APLS en 1983-1984, les attaques contre les Nuer, principalement par des Bor-Dinka qui combattaient au sein de l'APLS, étaient systématiques et impitoyables : ces tueries étaient accompagnées par des tortures, des viols et du pillage. Les Toposa de l'Est-Equatoria souffrirent également beaucoup dans les années 80. Les commandants locaux de l'APLS avaient carte blanche en ce qui concernait le comportement de leurs troupes. Quelques-uns sont devenus célèbres pour les mauvais traitements qu'ils infligèrent aux civils.

Un autre aspect du problème, lié à la structure militaire de l'APLS, est la forme de commandement. Garang créa des tensions durables en y nommant des officiers professionnels (issus d'ordinaire de l'armée soudanaise) et des membres de l'élite civile. Les soldats professionnels comme le commandant Daniel Awet (Bahr

el Ghazal), Karabino Kuanyin (Gogrial) ou Nyuon (originaire du Haut-Nil) n'avaient pas de sensibilité politique précise. La guerre était leur métier et ils la faisaient en experts. Karabino et Nyuon étaient souvent présentés comme les véritables concepteurs de la stratégie militaire de Garang. Dans le même temps, des « civils » pouvaient avoir reçu une autorité qui prévalait sur celle d'officiers professionnels, créant toutes sortes de tensions prévisibles. C'est ce qui se produisit avec deux ingénieurs civils du Haut-Nil : Riek Mas-har et Lam Akol. Ce dernier, enseignant à l'Université de Khar-toum, est un politicien qui avait acquis une expérience politique à la direction du Congrès soudano-africain (Sudan African Congress) au début de l'ère post-Nimeyri. Il devint ensuite le principal diplomate et négociateur de l'APLS. Cette approche plus « politique » explique la rébellion ultérieure de Lam et Riek. Même quelques militaires finirent par assumer des positions « politiques ». La déclaration d'opposition à Garang de Nyuon évoquait le manque de démocratie au sein du commandement suprême de l'APLS : il se plaignait de l'absence de consultation de Garang. L'entrée du facteur politique dans l'équation de l'APLS invite à la considérer maintenant sous l'angle d'un mouvement politique.

L'APLS comme organisation politique

De façon surprenante, jusqu'à la crise actuelle, l'APLS était demeurée très cohérente dans sa stratégie politique, qui avait été énoncée pour la première fois dans un manifeste signé par un homme d'une grande expérience politique, Joseph Oduho, en 1983. L'objectif était un Soudan uni, démocratique, socialiste doté d'une constitution laïque. Le pouvoir, tant économique que politique, devait être restructuré pour donner plus d'influence aux peuples de la « périphérie », non seulement ceux du Sud mais également ceux de la zone tampon entre le Nord et le Sud et de l'extrême Est et Ouest du pays. La lutte était définie comme un combat contre le pouvoir des « Nas el-Wadi », les gens du Nord de la vallée du Nil, et les dirigeants des sectes, formulation qui renvoyait au parti Umma et aux familles du PDU (Parti démocratique unioniste) et à leurs adhérents, les « Ansar » (4) (« compagnons », nom attribué aux partisans de la famille du Mahdi) et les membres de la confrérie religieuse de la Khatmiyya (5).

Le problème est que l'APLS ne développa jamais cette intui-

(4) En toute rigueur, les Ansar ne constituent pas une secte, ni une confrérie.

(5) Pour une présentation de la vie politique soudanaise, on pourra se reporter à

l'ouvrage de P. Woodward, *Sudan 1898-1989. The Unstable State*, Boulder (Co), Lynne Rienner, 1990.

tion. Pour la plupart des Sudistes, très mobilisés contre la domination du Nord, il n'y avait guère d'incitation à pousser l'analyse plus avant. La simple existence de l'APLS suffisait pour beaucoup et ses succès militaires parlaient d'eux-mêmes. Les sympathisants nordistes, qui craignaient un démembrement du pays, se saisirent de cette idée d'unité nationale avec soulagement et considérèrent le combat de l'APLS comme une opposition au président Jafar Mohamed Nimeyri et à son imposition de la *sharia* (loi islamique) en septembre 1983. Rarement, depuis ce moment, l'élite laïque nordiste (aujourd'hui à nouveau dans l'opposition et souvent en exil) s'est interrogée sur les implications de la politique de l'APLS et n'a pas su ou voulu analyser les problèmes soulevés par la crise actuelle.

La question qui devrait être posée est simple : qu'est-ce que le MPLS (Mouvement populaire de libération du Soudan) ? Celui-ci était supposé être l'aile politique de l'APLS. Il ne l'a jamais été et c'est là qu'est le cœur du problème actuel. Jusqu'à ce jour, l'APLS n'a pas publié de complément significatif au manifeste originel de 1983. Garang s'est autoproclamé commandant en chef de l'APLS et président du MPLS, mais ce second poste est aussi irréal que l'est le MPLS. Certes, il peut exister ici et là des comités locaux ou des responsables mais ils n'ont aucun pouvoir et le MPLS n'a aucune vie institutionnelle. Lorsque cette question a été soulevée devant des cadres importants du mouvement, la réponse fut toujours la même : d'abord faire la guerre. Les membres de l'APLS (des hommes, car le nombre de femmes est infinitésimal) mentionnaient l'existence d'un système administratif comme la preuve de l'existence d'une structure politique. Mais ces organigrammes se ramenaient le plus souvent à un *modus vivendi* souvent précaire entre dirigeants traditionnels et responsables de l'APLS. La réussite d'une telle cohabitation dépendait de la situation locale, de la proximité de la guerre, de la pression sur les ressources à cause des combats et de la famine, de la personnalité des chefs locaux, plus que d'un programme politique préétabli. Les gens s'auto-administraient du mieux qu'ils pouvaient ; mais il n'y avait plus grand-chose à administrer. La tentative très tardive à la fin des années 80 de mettre en place une structure de gouvernement extrêmement hiérarchisée fut rapidement mise hors jeu par les événements qui se produisaient alors sur le terrain.

L'APLS voyait la situation presque entièrement en termes militaires. Les civils n'avaient qu'à se battre ou à soutenir la guérilla : cela suffisait. « Libération » était un mot-clé. La nécessité de se libérer de la domination du Nord était considérée comme évidente et personne ne demandait (ou n'osait demander) quelles méthodes, au-delà de la lutte armée, pourraient permettre d'atteindre cet objectif, ni quelle sorte de société existerait à la fin de la lutte : ce nou-

veau projet social était toujours hors de vue. Cela donnait inévitablement beaucoup de liberté à tous ceux qui pensaient que la fin justifiait les moyens. Les violations des droits de l'Homme ont été courantes à l'encontre des villageois. Comme elles étaient d'ordinaire commises par des étrangers, par des combattants traversant une localité ou par un commandant originaire d'une autre région, elles furent souvent perçues en termes tribaux. Les principaux dirigeants du mouvement, interrogés sur de tels actes, ont rarement fait preuve de mansuétude : pour eux c'était le prix de la libération. L'un d'entre eux, qui évoque aujourd'hui les droits de l'Homme et la démocratie dans sa lutte contre Garang, affirmait dans les années 80 qu'il rêvait d'une libanisation du Soudan avec différents groupes se combattant les uns les autres. C'est sur ces cendres que le nouveau Soudan tant vanté par Garang devait être construit.

L'absence d'intérêt pour la politique de l'APLS se mesurait également à son indifférence pour les informations qui circulaient sur son compte, même chez ses donateurs potentiels. Les motifs de la lutte parleraient d'eux-mêmes. Mais est-ce vraiment le cas ? Depuis le début, il y eut une contradiction entre l'appel à l'unité nationale de l'APLS et le sentiment de la base. Lors des campagnes de recrutement, l'APLS affirmait aux combattants potentiels qu'elle se battait pour l'indépendance du Sud. Cela était particulièrement vrai en Equatoria, traditionnellement plus séparatiste et où l'APLS, dominée par les Nilotes, avait moins de partisans.

L'APLS comme « royaume de Garang »

L'absence de structures politiques signifiait que le pouvoir était concentré dans les mains d'un seul homme, celui-là même qui avait échoué à les mettre en place. Garang s'était entouré d'une petite coterie d'inconditionnels mais cela n'impliquait pas de délégation significative du pouvoir. Les loyalistes avaient les mains libres dans les zones plus ou moins contrôlées militairement ou bénéficiaient de quelques prébendes. Cela se voyait dans le fonctionnement de l'Association soudanaise d'aide et de réhabilitation (ASAR, Sudan Relief and Rehabilitation Association), la branche humanitaire de l'APLS qui fut créée pour faciliter les contacts avec les ONG et autres donateurs. Les organisations humanitaires exercèrent des pressions pour la mise en place d'une ASAR compétente et responsable, mais leur réussite fut limitée. Des individualités au sein de l'ASAR pouvaient certes réaliser des miracles dans les zones qu'elles contrôlaient. Mais les échelons supérieurs furent occupés par des gens nommés pour des raisons politiques, nombre d'entre eux devin-

rent célèbres pour leur irresponsabilité au niveau financier mais aussi à d'autres plans. Cette situation explique largement la faible présence d'ONG au Sud-Soudan.

Les griefs des dissidents de l'APLS contre Garang se concentrent plus sur les aspects politiques. Des commandants et des cadres importants du mouvement étaient prêts à tolérer l'absence de démocratie interne aussi longtemps que l'APLS gagnait. Lorsque la pression militaire augmenta et que les fournitures d'armes et de munitions diminuèrent, il fallut crever l'abcès. Malgré une sécurité omniprésente, Garang semble avoir mal mesuré le degré d'hostilité à sa personne. En cela, il pourrait bien souffrir du syndrome classique d'un dictateur qui a dirigé trop longtemps au point de perdre contact avec la réalité. Garang se fait une haute idée de sa personne. Lors d'une tournée dans plusieurs pays occidentaux en 1989, son représentant à Londres l'avertit qu'il ne pourrait pas voir un ministre du Gouvernement, mais seulement un très haut fonctionnaire. Cette pratique est habituelle à Whitehall, où aucun ministre ne rencontre en principe de représentant d'un mouvement de libération. Garang fut si scandalisé qu'il annula une réunion à la Chambre des Communes, à laquelle il aurait pourtant rencontré de nombreuses personnalités influentes, y compris, probablement sur un mode informel, un ministre. Ses collaborateurs le convainquirent ensuite de changer d'avis et une réunion fut convoquée à son retour des États-Unis mais elle n'eut pas l'importance qu'elle aurait eue initialement.

Sur le terrain, le ressentiment augmentait parmi les membres de l'APLS car ils voyaient qu'ils ne comptaient pas sauf pour se battre. Le système de contrôle de Garang pouvait être représenté comme une série de cercles concentriques avec lui au centre. Les hommes-clés venaient pour l'essentiel de son clan, les Bor-Dinka. Ensuite venaient les Dinka, puis les Nilotes (auxquels appartiennent les Dinka), enfin le Sud tout entier. Malgré ses prétentions nationales, l'APLS avait peu de membres des groupes du Nord. Certes, cette description est trop élémentaire (Nyuron par exemple est un Nuer) mais c'est ce type de simplification que les gens maniaient très souvent, nourrissant ainsi l'hostilité contre Garang et le premier cercle de ses fidèles, en même temps que la dimension ethnique de ce ressentiment.

L'APLS comme élément d'une continuité historique

Quiconque se réfère aux chroniques de la première guerre (1955-1972), et même de la période précédant l'indépendance en 1956, est frappé par la continuité des idées, des problèmes, des

slogans et même, dans de nombreux cas, des acteurs (6). Cela s'explique par le fait que les relations entre le Nord et le Sud-Soudan demeurent problématiques au point de justifier la guerre. L'absence de renouvellement de l'analyse est frappante. L'appel initial de Garang pour l'unité nationale et l'accent qu'il mettait sur l'accès au pouvoir des peuples marginalisés constituaient une véritable percée révolutionnaire. Mais l'incapacité de l'APLS à développer cette intuition et l'échec des hommes politiques du Nord à élaborer conjointement leur projet ont provoqué un véritable cauchemar dans lequel tous les participants semblent condamnés à répéter les mêmes mots et les mêmes actes que dans la guerre précédente.

Durant la première guerre, les abus et les controverses furent les mêmes. Le gouvernement fit aussi des déclarations affirmant qu'il allait « en finir au plus vite avec les rebelles ». Les insurgés croyaient qu'ils combattaient des « Arabes » et une islamisation forcée et que l'indépendance du Sud serait la solution de leur problème. Alors comme maintenant, la plupart des Nordistes refusaient d'assumer le fait que les Sudistes n'entendaient pas être des citoyens de second rang et la plupart des Sudistes restaient convaincus que les Nordistes désiraient les réduire en esclavage. Hier comme aujourd'hui, la population de chacune des deux parties du pays ne comprenait pas l'autre. Hier comme aujourd'hui, des politiciens des deux bords s'impliquèrent dans la guerre et la poursuivirent parce que cela leur était plus facile que d'y trouver une issue.

Vu comme une facette d'un continuum historique, l'APLS a donc peu de choses nouvelles à dire sur le Sud et ses relations avec le Nord. De nouvelles analyses sont requises sur toutes ces questions si l'on veut éviter une répétition perpétuelle de l'histoire.

L'APLS comme l'expression d'une identité sudiste

Peut-être faudrait-il moins se demander pourquoi l'APLS s'est divisée que pourquoi elle est demeurée unifiée aussi longtemps. Une part essentielle de la réponse serait sûrement qu'elle exprime de profondes aspirations sudistes. Il n'existe aucune autre organisation susceptible de le faire : dès 1983, l'APLS remplit un vide largement créé par les intrigues des politiciens sudistes.

Il peut paraître prétentieux pour une personne non-Sudiste d'affirmer comprendre les espoirs et les rêves des Sudistes. Tout

(6) Lire par exemple, outre les publications de l'APLS, l'ouvrage d'Abel Alier, *Southern Sudan. Too many agreements dishonoured*, Exeter, Ithaca Press, 1990. L'auteur a été l'un des principaux acteurs de l'accord d'Addis-Abéba en 1972, vice-président sous

Nimeyri et, aujourd'hui, conseiller de la junte islamiste. Pour une perception du premier conflit, se reporter au livre de J. Oduho et W. Deng, *The Problem of the Southern Sudan*, Oxford, Oxford University Press, 1963.

au plus, peut-elle essayer de traduire et d'interpréter ce qu'elle a entendu ou observé. La lutte des Sud-Soudanais est double : il s'agit de « se libérer de » et de « se libérer pour ». C'est une quête de la dignité, de l'égalité, de la justice dans une situation où est ressentie une oppression politique, raciale, linguistique, religieuse et économique. C'est aussi paradoxalement une aspiration à la paix. Pour les Sudistes, la guerre est une guerre civile ; dans leur ensemble, les Nordistes sont perçus comme hostiles. Pour ces derniers, la guerre est une rébellion : la normalité est au Nord ; il y a une différence vis-à-vis du Sud plus qu'hostilité.

L'envie de justice n'est pas une abstraction : tout le monde a connu la famine et la nourriture est évidemment une priorité. L'instruction pour les enfants est peut-être le second plus grand rêve, jusqu'à pouvoir être prioritaire sur la satisfaction de la faim. L'une des plus grandes tragédies — et contradictions — du conflit réside dans le fait que le Sud, malgré son extrême pauvreté, était dans une meilleure condition avant la guerre que maintenant. Pourtant, lorsque les hostilités reprurent en 1983, cette région n'avait pas encore complètement récupéré du premier conflit : beaucoup d'écoles et de centres de santé n'avaient toujours pas été reconstruits.

Cette ardente aspiration à la justice se retrouve confrontée à un dilemme majeur. Peut-elle être davantage satisfaite dans un Soudan uni ou dans un État indépendant ? Il est clair que la grande majorité des Sudistes aspire à l'indépendance. Cette position crée de nombreux problèmes, au-delà du refus de tout gouvernement à Khartoum et de la population du Nord d'accepter la division du pays. Bien que les Sudistes se pensent fondamentalement différents des Nordistes, avec un mélange assez classique de sentiments de supériorité et d'infériorité, ils se sentent aussi très soudanais avec le désir d'être considérés comme des citoyens à part entière. Rêve inaccessible si le Sud est indépendant, d'autant qu'ils continueront à fournir les contingents de main-d'œuvre bon marché pour une économie nord-soudanaise qui demeurera plus forte. L'indépendance suscite donc un sentiment d'échec autant que de victoire.

Plus problématique pour la viabilité d'un futur État indépendant au Sud est la question du « nationalisme sudiste ». L'APLS ne l'a jamais explicitement promu pour ne pas contrecarrer sa revendication d'être un mouvement nationaliste soudanais. Le sentiment sudiste tend à se définir plus par opposition au Nord que par l'affirmation d'une identité sudiste propre. En forger une est une tâche titanesque, d'autant qu'il n'est pas sûr que l'indépendance soit suffisante pour susciter le consensus nécessaire à la construction d'un nouveau Sud-Soudan. Paradoxalement, certains Sudistes le reconnaissent, le Sud a d'une certaine manière plus de chances de s'affirmer s'il reste lié au Nord que s'il s'en sépare.

Des observateurs extérieurs (ainsi que des Sudistes) craignent

qu'un Sud indépendant ne se divise rapidement selon des clivages ethniques, une fois terminée la guerre qui le maintient unifié. Les scissions de l'APLS illustrent cette thèse. Les dangers sont réels. La guerre a produit de nouvelles habitudes et a donné à des dizaines de milliers de personnes des fusils et la capacité de les utiliser. La compétition pour des ressources extrêmement rares renforce les possibilités de conflit. Les hommes politiques liés à l'APLS (et les autres) sont disposés à accaparer « leur » circonscription. Le vide politique et idéologique est manifeste et abyssal.

L'avenir de l'APLS

Le fait que le séparatisme soit devenu aujourd'hui une question publique et même centrale risque de faire écran aux problèmes qui ont assailli l'APLS depuis sa création. Sous de nombreux aspects, ceux-ci demeurent les mêmes, quelles que soient les futures formes constitutionnelles et politiques des relations entre Sud et Nord-Soudan. Au plan économique et social, le Sud reste un parent pauvre. Au plan interne, le Sud n'a pas de réelle possibilité de choix politiques : il n'existe aujourd'hui aucune alternative à l'APLS et celle-ci ne dispose d'aucune véritable structure politique.

L'indépendance est au centre des débats, d'autant que les factions de l'APLS opposées à Garang ont gagné beaucoup de popularité avec ce thème ; Garang a dû se soumettre, encore que de mauvaise grâce, à cette nouvelle réalité. L'indépendance intervient ainsi comme une panacée à toutes les difficultés, concentrant sur elle tous les projets millénaristes sans que jamais elle ne prenne un contenu précis. C'est dans un tel cadre que les luttes internes à l'APLS ont éclaté. Dans un tel désordre, un élément positif émerge : la conscience du danger de fragmentation, qui est largement partagée. « L'unité » de l'APLS est devenue un slogan non seulement parmi les dirigeants politiques mais parmi une population épuisée par la guerre. Lorsqu'il quitta le mouvement de Garang, Nyuon décida astucieusement d'appeler son groupe les « Forces de l'unité ». Sa rébellion contre Garang ne surprit pas le groupe de Nasir. Nyuon, qui représentait Garang à la conférence d'Abuja en mai-juin 1992, avait déjà démontré son indépendance d'esprit en se réconciliant publiquement avec lui sans en avoir référé à Garang. Depuis le début la faction de Nasir a pour objectif d'encourager une fragmentation de l'APLS en groupes indépendants plutôt que de rallier à elle, sur une base individuelle, les dissidents, ce qui aurait été géographiquement difficile et politiquement explosif. Son but est de créer une large alliance qui transcende les clivages ethniques ou régionaux. Les dangers d'une émergence de seigneurs

de la guerre sont réels, mais, comme il en existe déjà au sein de l'APLS, l'idée est de s'en servir pour aboutir à l'unité plus qu'à une fragmentation. En mars 1993, cet objectif avait reçu l'appui de Karabino et d'Arok qui avait été arrêté au début 1988, quelques mois après Karabino. En septembre 1992, ces deux officiers avaient été relâchés par des partisans de Nyuon et n'envisageaient certainement pas de retourner sous la houlette de Garang qui les avait fait emprisonner.

Il est difficile de prévoir le succès d'une telle stratégie. Une tentative de structuration politique peut être contrecarrée par la forte envie de prendre le chemin le plus court et d'avoir recours aux armes. Probablement, des dizaines de milliers de personnes sont mortes à cause de ces scissions. Après celle de Riek Mashar, des massacres furent perpétrés à Bor et Kongor (environ 5 000 morts en novembre 1991) et dans l'Est du Bahr-el-Ghazal et l'Ouest du Haut-Nil où les combattants nuer se vengèrent sur des civils dinka des atrocités commises auparavant. Environ 80 000 déplacés bordinka ont migré d'un camp à l'autre dans le Sud depuis plus d'un an, payant ainsi le prix du comportement prédateur de combattants originaires de leur groupe, il y a quelques années.

Dans une telle situation, des mots comme « démocratie » et « droits de l'Homme » paraissent des objectifs inaccessibles. Pourtant ces idées abstraites ont une certaine réalité dans le Sud et ont joué un rôle important dans l'existence tourmentée de l'APLS. Lorsque la vague de démocratisation atteint l'Afrique, elle laisse sa marque au Sud-Soudan. Comme le rappelle un membre du groupe de Nasir : « *les gens se rassemblent autour d'une radio le soir et écoutent ce qui se dit sur la démocratie et les élections et disent "qu'en est-il pour nous ?"* ». Dans un monde sans électricité, de longues heures sont consacrées à la discussion politique autour des feux de camp.

Les dirigeants de l'APLS subissent donc une plus grande pression populaire qu'on ne l'imagine souvent pour élaborer un projet plus crédible. Il sera difficile à Garang de regagner le contrôle du Sud où son impopularité est devenue générale (bien que certaines traditions de réconciliation n'excluent pas la confirmation de Garang parmi les futurs dirigeants, mais plus comme le premier d'entre eux). La reprise des négociations de paix avec le gouvernement ne lui permettra pas de retrouver sa popularité passée, ni de « délivrer » un Sud qu'il ne contrôle plus. Le pouvoir incarné par un seul homme n'est pas habituel au Sud : dans la plupart des groupes, les rois ou les chefs n'ont jamais été aussi puissants ou distants.

L'enjeu est donc moins de savoir qui va remplacer Garang que de connaître le système politique qui sera mis en place au Sud-Soudan. Dans le court terme, la question est de maintenir l'unité de l'APLS afin d'empêcher des conflits ethniques, de présenter un

interlocuteur valable aux Sudistes, au reste du Soudan et au monde extérieur. Dans le long terme, l'APLS peut se diviser et disparaître, ouvrant la voie au pluralisme politique plus qu'à la fragmentation ethnique : les Sudistes parlent souvent avec enthousiasme du scénario érythréen, mais évoquent avec horreur la Somalie et la Bosnie. Comme la force de l'APLS réside dans sa capacité à cristalliser les aspirations sudistes, elle doit disposer certainement d'un certain potentiel pour unifier et démocratiser. Comme l'identité sudiste est définie par opposition à celle du Nord, l'APLS devra aussi exprimer de nouveaux espoirs pour vaincre. Que le but soit ou non l'indépendance du Sud ne modifie aucun des défis auxquels est confrontée l'APLS.

Gill Lusk
(Africa Confidential)
(mars 1993)